



HAL
open science

Un terrain algérien pour la recherche

Didier Guignard, Raed Bader, Akihito Kudo

► **To cite this version:**

Didier Guignard, Raed Bader, Akihito Kudo. Un terrain algérien pour la recherche. Vingtième siècle. Revue d'histoire, 2003. hal-01400497

HAL Id: hal-01400497

<https://hal.science/hal-01400497>

Submitted on 22 Nov 2016

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

UN TERRAIN ALGÉRIEN POUR LA RECHERCHE

« L'Algérie coloniale ? Mais, Monsieur, je ne vais pas m'investir dans l'histoire d'un pays où je ne peux même pas me rendre ! », s'inquiétait un étudiant en quête de sujet de thèse, devant la proposition qu'on lui faisait. « Les choses changeront un jour... », lui répondait, convaincu, son directeur de recherches.

Cet échange remonte à 1995, quand l'Algérie faisait régulièrement la une des journaux français. Mais il illustre une interrogation et une attitude toujours communes alors même que, chez nous, jeunes chercheurs de nationalités japonaise, palestinienne et française, l'Algérie ne suscite pas d'écho particulier, lié à un passé individuel ou familial, en dehors bien sûr d'une passion commune pour son histoire. Nos professeurs nous ayant par ailleurs enseigné le devoir de l'expérimentation sur place, nous vivons comme une contradiction douloureuse le fait que la recherche sur l'Algérie coloniale s'arrête trop souvent à Paris ou à Aix-en-Provence (CAOM). Comme si la richesse de la documentation

dans ces villes pouvait dispenser du terrain algérien.

Sans minimiser les efforts individuels et les débuts d'une coopération internationale pour l'histoire de l'Algérie, nous ne regrettons pas moins certaines habitudes confortables. Ainsi le discours sur la nécessité de l'échange scientifique entre les deux rives de la Méditerranée l'emporte-t-il trop souvent sur la production effective. Des questions simples sur l'existence ou non de sources en Algérie, du moins pour la période qui nous intéresse, les années 1830-1930, restent sans réponse, faute de répertoires accessibles et en raison de la rareté des travaux réalisés sur place. Enfin, la vérité de ce côté-ci de la Méditerranée selon laquelle l'Algérie ne disposerait pour son histoire coloniale que de quelques copies d'archives, toutes transférées en France, pourrait bien être aussi le produit d'un discours dont nous serions à la fois, historiens ou archivistes, les auteurs et les victimes. Au-delà de la vérification, toujours à faire, l'Algérie ne serait-elle pas un terrain comme un autre ?

C'est pourquoi nous avons entrepris, non sans difficultés, une mission à Alger du 18 au 28 juillet 2002. Nous revenons modestes d'une expérience évidemment trop courte mais persuadés de l'existence du terrain algérien. Cet article vise à en convaincre les chercheurs hésitants qui voudraient, comme nous, le découvrir enfin. « À Alger », nous assurait un professeur algérien quelques mois plus tôt, « il n'y a pas de problèmes ». Cette phrase, nous l'avons entendue à maintes reprises avant notre départ et durant notre séjour. Peu attirés par l'aventure extrême, elle nous a aidés à surmonter une peur légitime, à respecter des consignes de prudence élémentaires et ainsi à nous sentir nous-mêmes en confiance.

L'obtention du visa nécessite d'abord l'invitation par une institution algérienne : M. le Conservateur en chef de la Bibliothèque universitaire d'Alger (2 rue Didouche Mourad, 16000 Alger, tél. : 213.21.63.71.01),

contacté par l'intermédiaire d'un professeur, nous l'avait gentiment fournie. Elle nous donnait accès du même coup à ce lieu. Quant à l'autorisation d'entrer à la Bibliothèque nationale (1 avenue Frantz Fanon pour l'ancien site et, pour le nouveau : B.P.127 El Hamma, Les Annassers, Alger, tél. : 213.21.67.57.81), elle nous a été donnée sur place, par l'intermédiaire de l'Université. Nous tenons à souligner la sympathie, l'étroite coopération, souhaitée et manifestée, y compris sur le long terme, de la part de nos partenaires algériens : professeurs, bibliothécaires, archivistes. L'importance du facteur humain s'est encore manifestée dans l'autorisation qui nous a été donnée de consulter les répertoires des Archives nationales (B.P.38, Les Vergers, Birkhadem, Alger, tél. : 213.21.54.16.20) et de wilaya (rue Hocine Asselah, Alger, tél./fax. : 213.21.71.14.26). Elle est restée néanmoins insuffisante pour obtenir dans ces lieux la permission de dépouiller, le séjour nous ayant permis au moins d'en découvrir la procédure. Ainsi est-il exigé pour les chercheurs étrangers une demande « obligatoirement revêtue de l'avis de la représentation diplomatique concernée » et qui mentionne « l'objet de la recherche, les archives à consulter »¹. Elle est ensuite adressée par l'ambassade au Directeur des Archives nationales, *via* le ministère algérien des Affaires étrangères. Cette description n'a pas valeur universelle car nous avons aussi ressenti combien chaque expérience pouvait être singulière. Mais elle pourrait rendre le parcours plus simple.

Si le séjour se cantonna à Alger, il permit de deviner de riches contenus. La nécessité d'y retourner est d'autant plus légitime que les découvertes furent essentielles pour tous les trois sur des thèmes de recherches différents. La Bibliothèque universitaire offre ainsi une collection importante d'ouvrages anciens malgré l'incendie perpétré par l'OAS en 1962. Des séries entières ont effec-

1. Réactivation récente de la circulaire algérienne n° 5 du 18 mars 1992, relative à la communicabilité des archives publiques.

tivement disparu¹. La difficulté pour estimer la valeur globale de la collection vient aussi de la non mise à jour du fichier antérieur à 1952. Nous y avons trouvé, malgré tout, des titres majeurs et introuvables en France.

Partagée entre deux sites, la Bibliothèque nationale renferme des fonds essentiels pour qui veut travailler sur les périodiques (rue Frantz Fanon), les manuscrits et les ouvrages anciens (quartier du Hamma). A la différence de ce qu'on observe en France, les collections de périodiques semblent peu lacunaires pour les titres présents². Quant aux ouvrages imprimés de la période coloniale, leur transfert récent rend malaisé la consultation des fichiers. Ce n'est pas le cas des manuscrits en langue arabe qui offrent une richesse, un état de conservation et une classification exceptionnels pour la période comprise entre les 12^e et 19^e siècles³.

Enfin, les centres d'archives promettent beaucoup à en juger par des répertoires partiels⁴. Nos attentes individuelles ont été comblées par la mention de comptes rendus continus des tribunaux musulmans pour la période 1700-1900, d'enquêtes administratives des préfectures coloniales pour saisir, à la fin du 19^e siècle, les affaires touchant des élus français d'Algérie, ou encore un fonds, sans doute remarquable, sur la Chambre de commerce d'Alger. La richesse des fonds communaux de la wilaya d'Oran peut également être pressentie à partir des répertoires présents sur le site de Birkhadem. Ce premier contact était bien sûr insuffisant pour mesurer la concordance ou la complémentarité possibles entre les sites français et algériens.

Un terrain algérien existe donc, même si nous ne l'avons qu'effleuré en devinant sa

richesse : celle des documents, des institutions concentrées à Alger et de partenaires soucieux, autant que nous, de développer l'échange. Nous lançons un appel aux chercheurs disposant de l'expérience de ce terrain et à ceux qui souhaiteraient le découvrir pour en prendre ensemble la juste mesure. Cela nous semble indispensable pour légitimer les réécritures possibles de l'histoire de l'Algérie coloniale.

*Didier Guignard, Akibito Kudo,
Raed Bader (Maison méditerranéenne
des sciences de l'homme, Université de
Provence)*

1. Abdallah ABDI, *La reconstitution de la Bibliothèque universitaire après l'incendie du 7 juin 1962*, Université d'Alger, mémoire de bibliothéconomie (inédit), s.d., 77 p.

2. Nous en avons pris conscience, ayant eu le privilège de visiter les magasins.

3. E. Fagnan, *Catalogue général des manuscrits de la Bibliothèque nationale d'Alger*, Alger, Bibliothèque nationale d'Algérie, 1995 (2^e édition), 680 p.

4. Des étudiantes en « bibliothéconomie » entreprennent un travail gigantesque de réorganisation des documents en produisant au fur et à mesure les répertoires.